

Commission: Droits et libertés

Problématique: Quelle place ont les médias pour assurer le respect des Droits de l'Homme ; et comment garantir leur indépendance ?

Auteur: Irlande

L'Irlande est un pays européen voisin du Royaume uni, entré dans l'UE en 1973, celui-ci compte 5 176 569 habitants (ce qui en fait le 122ème pays le plus peuplé). Sa capitale Dublin est la plus grande ville Irlandaise avec plus de 544 000 habitants. Ses deux langues officielles sont l'Anglais et l'Irlandais. On peut noter le très fort développement économique de l'Irlande avec une augmentation du PIB extrêmement forte (26,3%), ce qui fait de l'Irlande, le pays avec la croissance la plus élevée au monde. L'Irlande est indépendante du Royaume-Uni suite à la proclamation du 24 avril 1916. L'Irlande est un pays dirigé par une république unitaire parlementaire, avec un président nommé Michael D. Higgins, et un premier ministre (Michael Martin).

Dans ce rapport sur la délégation de l'Irlande, la problématique suivante sera posée : « Quelle place ont les médias pour assurer le respect des Droits de l'Homme ; et comment garantir leur indépendance ? », nous verrons donc premièrement (ci-dessous) les enjeux et les problèmes soulevés par cette problématique sur l'Irlande.

L'Irlande est le 12^{ème} pays ayant la plus grande liberté de presse en 2021, et a un score de 12,60 en 2020, soit une augmentation de 0,69%. Néanmoins, l'Irlande est confronté à un problème de taille, en effet, une réforme sur la loi contre la diffamation est nécessairement urgente pour redonner la pleine liberté d'expression aux journalistes et aux médias. Cette loi permet à la Justice irlandaise de poursuivre les auteurs de diffamation à la Haute Cour. Les sanctions peuvent s'élever à des montants exorbitants et les frais engagés en cas de poursuite contre diffamation sont eux aussi considérables. Toutes ces mesures ont provoqué une sorte d'autocensure de la part des médias irlandais pour éviter de s'exposer à de telles sanctions. Ce qui est absolument inadmissible pour un pays développé de l'Union Européenne en 2022 .

Pour que ces mesures que les médias Irlandais jugent trop dure, l'Irlande pense que la solution serait une nouvelle réforme sur cette loi contre la diffamation via le ministère de la justice. Mais étant donné son inaction pour faire en sorte que cette réforme soit faite et appliquée, la délégation d'Irlande propose de faire pression contre le ministère de la justice irlandaise afin de faire accélérer le processus de changement pour cette loi. Celle-ci propose aussi un accord européen sur un loi sur les droits des médias entre pays membres qui inclurait une liberté d'expression très large aux médias étant dans l'UE.

En conclusion, la délégation de l'Irlande se tient en faveur d' un projet de loi européen sur la liberté d'expression donnée aux médias européens, afin de faire en sorte que les médias puissent continuer librement d'informer la population sans crainte d'être poursuivis par la justice.